

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 103 (1958)
Heft: 11

Artikel: Importance stratégique de la Suisse des origines à l'ère atomique
Autor: Léderrey, E.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-342907>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Il serait prématuré de vouloir fixer les détails de l'organisation de la compagnie avant que les essais avec la troupe soient terminés. Tant la question des véhicules, de leur nombre et de leur subordination que le problème du transport des munitions sur le champ de bataille doivent encore faire l'objet d'études approfondies. Les expériences faites, cet été, par les compagnies qui furent équipées de fusils d'assaut dans quelques écoles de recrues pourront apporter à certaines de ces questions des réponses riches d'enseignements. Mais il y a un point sur lequel toute la lumière est d'ores et déjà faite : Quel que soit le nouveau visage que l'armement et l'organisation de demain donnent à la compagnie-fusiliers, ils ne représenteront jamais plus qu'un moyen d'atteindre un but : soutenir notre infanterie dans sa volonté de combattre en l'aidant à mieux porter et frapper. Tout dépend de cette volonté.

Colonel-div. M. WAIBEL,
Chef d'arme de l'infanterie

(Traduit par le plt. P. MASSON)

Importance stratégique de la Suisse **des origines à l'ère atomique**

INTRODUCTION

« La Suisse doit son importance internationale, à la fois stratégique et commerciale, à sa situation géographique. Dans le cadre formé par le fossé du Rhin, la muraille des Alpes et la barrière du Jura, elle couvre partiellement les frontières de l'Allemagne, de la France, de l'Italie et de l'Autriche. Inversement, son territoire peut servir de base à des opéra-

tions dirigées contre elles. Toutefois, si la Suisse sépare ses voisins, elle les relie aussi. Ce double caractère de bastion avancé et de plaque tournante de l'Europe occidentale explique l'importance de ses voies de communications. Et cela dès ses origines, puisque c'est à l'une d'elles, la route du Gothard, que notre pays doit sa naissance. »¹

DES ORIGINES A LA CONFÉDÉRATION DES XIII CANTONS

Cela remonte à la *querelle des investitures*. Dans ses démêlés avec la papauté, l'empereur allemand Henri II, désireux de s'assurer le passage des Alpes, confia la garde du Gothard aux *Uranais* qu'il rémunéra par l'octroi de l'*immédiateté impériale* (1231). De ce privilège, équivalant à une charte de franchise, *Schwyz* et *Unterwald* bénéficièrent neuf ans plus tard et le 1^{er} août 1291 voyait les trois « Orte » s'unir pour se défendre.

Le sang versé à Morgarten (1315), victoire de la piétaille sur la chevalerie, allait sceller cette alliance et lui attirer l'adhésion d'autres adversaires des Habsbourg : Lucerne (1332), Zurich (1351), Glaris et Zoug (1352) — le long de la route du Gothard, tronc de notre arbre généalogique — puis Berne (1353), huitième canton de l'*Eidgenossenschaft*.

Les frontières de la Suisse ne commencent toutefois à se dessiner qu'après les guerres de Bourgogne et de Souabe. L'une, par l'intégration de *Fribourg* et de *Soleure* (1481), procure à Berne deux avant-postes. L'autre, par l'admission de *Bâle* et de *Schaffhouse* (1501), rend le même service à Zurich. Redoutant la prépondérance des villes, *Schwyz* obtient qu'*Appenzell* (1513) vienne parfaire la *Confédération des XIII cantons*.

Entre temps, la tendance à ouvrir les débouchés du Gothard vers le sud avait attiré les Confédérés en Lombardie, devenue le « cimetière des Suisses ».

¹ Extrait de *L'armée au service du pays*, étude que nous avons publiée, en 1937, dans une brochure (épuisée) intitulée : *La Suisse en armes*.

Si la défaite de Marignan (1515) met fin à ces expéditions souvent pillardes, elle marque aussi le début d'une période néfaste.

Poussés par la cupidité déjà manifestée en Italie, les Suisses renoncent à l'adhésion de nouveaux cantons pour conquérir des pays *sujets*, tels que Vaud et Argovie (1536), lesquels, entrevoyant dans la Révolution française la possibilité de se libérer, vont contribuer à l'effondrement de l'ancienne Confédération. Celle-ci était minée, d'autre part et surtout, par des rivalités, des haines, voire des luttes qui opposaient les cantons entre eux, les villes oligarchiques à leurs sujets, les bourgeois aux patriciens, les protestants aux catholiques.

A cette « confusion que régit le Ciel », les Français vont porter un coup mortel. Ils la trouveront presque désarmée. Ce n'étaient pourtant pas les soldats qui lui manquaient, mais leur élite ne maintenait les vertus militaires traditionnelles qu'au dehors du pays. On semblait croire, avec le duc de Rohan qu'« en vendant la liberté de leurs corps, les soldats suisses au service de la France assuraient celle de leur pays ».

Dangereuse illusion, bientôt démentie par les faits. Parmi les premières victimes de la Révolution française figurent les régiments suisses liés à Louis XVI par un serment de fidélité. Décimés, après avoir posé les armes sur l'ordre du roi, ils durent abandonner la défense de leur pays à des milices dont la valeur était loin d'égaliser le courage.

La raison d'être unis, la menace extérieure ayant disparu, les énergies s'étaient endormies au point que le landamann von Wyss osait déclarer à la Diète qu'il présidait en janvier 1798 : « Mieux vaut faire en sorte de ne pas entièrement périr que de périr avec honneur. »

LES INVASIONS DE LA SUISSE DE 1798 A 1815

Deux mois plus tard, appelés par des mécontents des pays sujets, tentés surtout par le trésor de Berne et les possibilités de manœuvre qu'offre notre territoire, les Français pénètrent

en Suisse. De quels avantages stratégiques comptent-ils bénéficier ? Laissons le général Dufour l'exposer : « Le Plateau suisse, a-t-il écrit, forme pour ainsi dire le terre-plein d'une vaste tête de pont. La gorge se relie directement et avantageusement avec l'intérieur du centre de la France par le Jura et les vallées transversales de cette chaîne de montagnes. Le front tourné vers l'Est est couvert par les Alpes et le Sud oriental par le Rhin saint-gallois ; sa puissance défensive naturelle se trouve augmentée par ce fait que l'adversaire, pour traverser le Tyrol situé en avant de cette ligne de défense, en est réduit à emprunter un territoire qui se prête peu au déploiement de grandes masses de troupes. En avant du front Nord qui est couvert par le cours du Rhin, entre le lac de Constance et Bâle, et dans la partie occidentale également par le Jura s'étend, formant un terrain propice à l'offensive, la vallée supérieure du Danube, avec la plaine praticable et riche de l'Allemagne du Sud. Le flanc sud couvert par le puissant rempart des Alpes centrales, offre de nombreux débouchés vers la plaine lombarde. »

C'est par le Nord et le Sud du Jura que les Français, au nombre de 40 000, pénètrent en Suisse, dont les 28 000 défenseurs sont étalés sur un front de 135 km. Par suite de cet éparpillement malencontreux, seuls, 3200 Bernois devront supporter l'attaque concentrique de deux colonnes. *Pigeon*, qui, le 2 mars, venant de Vaud a occupé Fribourg, est repoussé trois jours plus tard à Laupen, mais s'empare de Neuenegg. Un retour offensif du régiment de Thoune le rejette au-delà de la Sarine. De ce côté-là, si l'honneur est sauf, le succès est inutile : Berne vient de capituler sous la menace de *Schauenburg* qui, progressant de Soleure, a, malgré une résistance héroïque, à laquelle des femmes prirent part, battu les défenseurs à Fraubrunnen et au Grauholz.

Vainqueurs, les Français se portent vers l'Est pour occuper le Valais, le Gothard et, de là, une ligne s'étendant, par le lac de Zurich et la Limmat, jusqu'au Rhin. Leur armée qui, sous *Masséna*, englobe environ 5000 Suisses, est menacée

d'Allemagne, du Tyrol et d'Italie par des Autrichiens et des Russes qui l'attaquent concentriquement. On se bat dans les Grisons, en Thurgovie, mais surtout sur la Limmat où se livrent les deux grandes batailles de Zurich. *Souvaroff* qui, à l'intention d'y participer, a franchi le Gothard avec ses Russes, est rejeté par le Panix dans la vallée du Rhin. Resté maître de la Suisse en proie à la famine, Masséna lève de nouvelles contributions.

En 1800, c'est au tour de *Bonaparte* d'emprunter la vallée du Rhône. Par le Grand-Saint-Bernard, le Simplon et le Gothard, il tombe sur le flanc des Autrichiens surpris dans la Riviera italienne et les accule à la capitulation de Marengo. *Lecourbe*, successeur de Masséna est moins heureux en Souabe : sa tentative de couper la retraite à l'adversaire en franchissant le Rhin a échoué.

L'année suivante, c'est par le Splügen que *Mac Donald* pénètre en Valteline.

En 1802, la Suisse, évacuée, est occupée à nouveau pour mettre fin à l'anarchie générale et à un soulèvement contre le Directoire helvétique. *Bonaparte* impose alors (1803) un *acte de médiation* qui fait de notre pays une *Confédération de dix-neuf cantons*.

Dix ans plus tard (12 février 1813), celle-ci proclame sa neutralité. Singulière manifestation qui ne met pas fin à la fourniture de troupes au médiateur, devenu l'empereur Napoléon. Aussi les coalisés, après la victoire de Leipzig qui leur ouvre la porte de Paris, ne se soucieront-ils guère de la respecter.

Leur aile sud se présente devant Bâle, le 20 décembre. Le lendemain, son chef, le général *Schwarzenberg*, obtient sans combat la capitulation de la ville et 130 000 Autrichiens, Russes et Prussiens franchissent le Rhin, de Bâle à Schaffhouse, pour gagner, à travers le Jura jusqu'à Genève, le plateau de Langres.

Les itinéraires de ces cinq colonnes figurent dans le tableau suivant :

Itinéraires suivis par les cinq colonnes françaises en 1813

Colonnes	Itinéraires
1 ^{re} Bubna	Bâle - Liestal - Passwang - Soleure - Berne (23.12) - Fribourg - Lausanne (27) - Nyon (29) - Genève (30) De Soleure un détachement s'est porté sur Bienne et a bifurqué en partie sur Neuchâtel, en partie sur Morat - Payerne - Yverdon De Lausanne un détachement dirigé sur Martigny a atteint Sion (le 29)
2 ^e Bianchi	Bâle (après Bubna) - Laufon - Delémont - Moutier - Tavannes (24) - Pierre-Pertuis - Saint-Imier
3 ^e Colloredo	Laufenburg - Frick - Staffelegg - Aarau (22) - Aarwangen - Berne (26)
4 ^e Giulay	Liestal - Waldenburg - Passwang - Soleure (25)
5 ^e Prince Hesse-Hamburg	Schaffhouse (23) - Zurich - Lenzburg - Aarburg - Langenthal - Burgdorf - Berne (29-31)

Vers Noël, se sentant menacé du côté de Strasbourg, Schwarzenberg fait prendre à trois colonnes la direction de Porrentruy :

— *Bianchi*, le 26 décembre, est acheminé de Saint-Imier, par Saignelégier - Saint-Brais - Saint-Ursanne sur Porrentruy et Montbéliard atteint le 29.

— *Giulay*, le 25, de Bienne se porte par Saint-Imier et Saignelégier sur Montbéliard (3 janvier 1814).

— *Colloredo*, le 28, de Berne, oblique sur Aarberg - Pierre-Pertuis - Tavannes - Moutier - Delémont - Porrentruy et Delle (4 janvier 1814).

Derrière la colonne principale, la réserve d'artillerie défilera longtemps encore par Eglisau - Glattfelden - Baden - Bötz-

berg - Rheinfelden, sur Bâle que traverseront, au début de janvier 1814, les gardes russe et prussienne.

Beaucoup de temps a été perdu en marches et contremarches inutiles avant d'arriver à mi-janvier, sans avoir atteint l'adversaire, sur le plateau de Langres.

Fin mars, les coalisés font leur entrée à Paris. Une semaine plus tard Napoléon abdique. Relégué à l'île d'Elbe, il s'en évade et, le 20 mars 1814 rentre en France. Durant les Cent-jours de son nouveau règne, la Suisse a rappelé ses régiments au service de Louis XVIII et, le 20 mai, s'est engagée envers la coalition, à se défendre. A cet effet, elle a bordé le Jura avec trois divisions, laissant tout de même la porte de Bâle ouverte à 60 000 Autrichiens qui gagneront l'Alsace. La petite garnison française du fort de Huningue ayant bombardé Bâle, le général Bachmann qui commandait l'armée suisse saisit ce prétexte pour pénétrer en Franche-Comté. Cette initiative du 16 juin, coup de pied de l'âne au lion gravement blessé, deux jours plus tôt, à Waterloo, n'avait rien de glorieux.

Ainsi se termine la période de notre histoire la plus humiliante et la plus néfaste. Dix-huit années de servitude durant lesquelles les libertés personnelles et politiques furent supprimées, le commerce et l'industrie ruinés, le pays appauvri par de lourdes contributions, par l'obligation d'héberger les envahisseurs, de les nourrir et de leur fournir des attelages.

Privés de chevaux et de bœufs, réquisitionnés, les paysans en étaient réduits à s'atteler à leur charrue pour labourer des champs dévastés. A peine osaient-ils quitter leur foyer par crainte de voir leur femme et leurs enfants livrés aux excès d'une soldatesque, souvent pillarde et violeuse, dont — selon une enquête officielle menée dans les petits cantons, par Zschokke — « la fureur bestiale n'épargnait même pas les femmes mortes ».

Sans cette brève évocation d'un châtement dû à l'imprévoyance, à la quiétude et à la désunion, on ne comprendrait pas la réaction qui va suivre et donner un sens à la devise : « Un pour tous, tous pour un ». On réalisa enfin que la défense

des frontières ne saurait se borner à celles des cantons, que seule une armée commune pouvait assurer le salut de tous.

Cette *armée*, devenue *fédérale* fut le *premier facteur d'union*. Elle en est encore le meilleur.

LES MENACES D'INVASION DE 1815 A 1914

Le *pacte de 1815*, imposé par le Congrès de Vienne, avec l'admission du Valais, de Neuchâtel et de Genève, consacre la formation de la *Suisse des vingt-deux cantons*, dont les Puissances, dans leur intérêt, reconnaissent la neutralité. Bien que d'origine étrangère, cette constitution n'en marque pas moins l'éveil d'un sentiment *national*, dont le *règlement militaire de 1817* est la première manifestation. Autour de l'embryon d'*armée fédérale* qu'il crée viendront peu à peu s'amalgamer les milices cantonales.

Par malheur, c'est à rétablir l'ordre dans certains cantons — où des troubles consécutifs à la Révolution française de 1830 avaient éclaté — que la jeune armée, aux ordres du général Guiguer de Prangins, fut employée pour la première fois.

En 1838, la fusion est encore loin d'être réalisée. Les troupes mises sur pied cette année-là ne s'en montrèrent pas moins résolues à tenir tête aux troupes françaises¹ qui menaçaient Genève en vue d'obtenir l'expulsion du prince Louis-Napoléon. Or celui-ci (le futur empereur Napoléon III) était devenu bourgeois de Thurgovie et capitaine d'artillerie bernoise. C'était donc un citoyen suisse, dont aucune puissance ne pouvait exiger l'expulsion. Soucieux de ne pas exposer son pays d'adoption à une guerre, le prince mit fin au conflit en quittant la Suisse.

Chaque mise sur pied des forces fédérales, en faisant ressortir la nécessité de parer à l'infériorité et aux inégalités de

¹ Une division fut rassemblée du 27 septembre au 27 octobre sous les ordres du général Aymard, remplacé, à la suite d'une proclamation un peu trop enflammée, par le général Schramm.

certains contingents cantonaux, contribuait à améliorer l'ensemble. Tel fut le cas, après la guerre civile du Sonderbund menée à bonne fin par le général Dufour.

L'année suivante, en 1848, puis en 1849, des révolutions en Allemagne et en Italie chassèrent bon nombre de réfugiés chez nous. Fière de son droit d'asile, la Suisse, aux sommations des gouvernements de ces pays tendant à obtenir l'expulsion de leurs ressortissants, répondit — mesure qui s'avéra efficace — en faisant occuper ses frontières.

Un nouveau conflit survenu cette fois-ci avec l'Autriche-Hongrie, engagea la Suisse à lever quelques troupes, à renforcer les fortifications du Luztensteig et barrer le Tessin en aval de Bellinzone.

Après avoir fait face à la France, aux États du sud de l'Allemagne, à l'Italie et à l'Autriche, les Suisses vont maintenant affronter le roi de Prusse, au sujet de *Neuchâtel*. Dans ce canton, bizarrement resté principauté prussienne, une révolution, en 1856, avait abouti à l'emprisonnement de royalistes. Frédéric-Guillaume IV s'apprêtait à intervenir *manu militari* et avait déjà obtenu, des États de l'Allemagne du Sud, l'autorisation d'emprunter leur territoire, lorsqu'une intervention de l'Angleterre et de la France permit d'aboutir à un compromis : la libération des prisonniers satisfait le roi qui renonça à ses droits sur Neuchâtel.

«Roulez tambours», chant composé à l'occasion de ces événements et devenu populaire, rappelle avec quelle fierté et quel entrain les troupes fédérales allèrent garder le Rhin. Telle était la confiance qu'elles inspiraient à leur chef, le général Dufour, que le plan de celui-ci prévoyait une offensive basée sur le saillant de Schaffhouse et poussée en territoire ennemi jusqu'à la Wutach. Peut-être espérait-il soulever les États de l'Allemagne du Sud contre la Prusse ou gagner du temps afin de permettre à son ancien élève, Napoléon III, d'intervenir.

Lorsque celui-ci, en 1870, déclara la guerre à l'Allemagne, les troupes mobilisées sous les ordres du général Herzog purent

bientôt être fortement réduites, les opérations s'étant rapidement éloignées de nos frontières. Quand elles s'en rapprochèrent, vers la fin de l'année, de nouveaux contingents furent mis sur pied, mais — faute de renseignements — si mal répartis qu'au moment où von Manteuffel, accourant de Paris, tombait sur le flanc de l'*armée de l'Est* et l'acculait à la Suisse, il ne se trouva aux Verrières qu'un nombre dérisoire de troupes pour la désarmer et surtout pour barrer la route aux Allemands s'ils avaient été tentés de la poursuivre à travers notre territoire.¹ Durant plus d'un mois, 80 000 «Bourbakis» (comme on appelait les Français, du nom de leur général) éprouvés par l'hiver exceptionnellement dur de 1870-1871, furent internés et soignés en Suisse. Ce service actif — le plus long jusque-là — permit au général Herzog de signaler l'insuffisance de l'instruction, de l'équipement et de l'armement de certains contingents cantonaux. En concentrant l'instruction dans les mains de la Confédération, la réorganisation de l'armée, en 1874, marque un progrès considérable.

Face à l'empire allemand né à Versailles, en 1871, l'*affaire Wolgemuth* allait, en 1889, nous placer dans une situation critique. Il s'agissait d'un agent provocateur arrêté en Suisse et dont Bismarck exigeait la libération. La crise fut de courte durée. Ce que nous en retiendrons, c'est le plan élaboré à cette occasion par le chef de l'E.M.G., le colonel Pfyffer von Attishofen. A l'instar de Dufour, il envisageait, lui aussi, de prévenir l'adversaire par une offensive. A l'effet de gêner le débarquement de forces ennemies dans le Hegau, l'armée suisse, concentrée au sud du Rhin, sur la ligne Koblenz-Bulach-Winterthour-lac de Constance, devait franchir le Rhin en quatre colonnes. Les trois principales, composées chacune d'un C.A., se porteraient de Schaffhouse, de Diessenhofen et de Stein en direction générale d'Engen, tandis que, à l'aile

¹ Ils le furent effectivement. Des prisonniers allemands, faits par les Français et relâchés à la frontière, ayant été attaqués par des francs-tireurs, Manteuffel, furieux, ne fut empêché de poursuivre ses adversaires sur notre sol que par l'intervention du Ministre allemand à Berne, le général Roeder, ami de Guillaume I^{er}.

gauche, de Stein par Unterhallau, une division opérerait une démonstration pointée sur la Wutach et Donaueschingen. On comptait sur 10 à 11 jours pour atteindre ces objectifs, délai qui serait aussi nécessaire à l'adversaire.

Entre temps, la conclusion de la Triplice entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie, en 1882, avait amené la Suisse à renforcer les fortifications barrant les principaux passages des Alpes vers Saint-Maurice, le Simplon et le Gothard. Elle ne voulait pas courir le risque de voir les forces italiennes emprunter son territoire pour attaquer la France. Par un rapport de l'attaché militaire allemand à Rome, le chancelier Bismarck aurait eu connaissance d'un tel projet. Dans une lettre adressée, le 12 décembre 1886, à son ministre des Affaires étrangères, il le déconseilla en ces termes : « Ce serait une faute de jeter les milices suisses dans les bras des Français. »

Cette menace, si elle a existé, prit fin en 1902 par l'assurance donnée à la France qu'en cas de guerre, l'Italie n'entreprendrait rien contre elle.

Du côté de l'Autriche-Hongrie, nous étions rassurés. Aux raisons stratégiques de ne rien redouter, s'ajoutait l'impression faite sur le Feldmarschall Conrad par les manœuvres du 2^e C.A. auxquelles il avait assisté. Il avait jugé nos troupes de taille à se défendre.

Restait la possibilité de voir l'Allemagne ou la France tourner la ligne du Rhin en empruntant notre sol. Schlieffen, chef de l'E.M. allemand ne croit pas que cette manœuvre tente les Français. « Si l'ennemi empruntait le territoire suisse, écrit-il en 1905, il nous procurerait un allié dont nous avons besoin (« sehr bedürfen ») et qui accaparerait une partie de ses forces. » D'où l'on peut conclure que les Allemands n'envisageaient pas non plus de se mettre nos milices à dos. Deux ans plus tard, une délégation suisse fut conviée aux grandes manœuvres allemandes. Le chef d'EM Moltke, successeur de Schlieffen, lui donna l'assurance — confirmée en 1912 par Guillaume II, venu s'assurer de la valeur de notre armée manœuvrant en Thurgovie — que les Allemands ne songeaient

pas à traverser la Suisse. A Moltke, faisant partie de la suite de l'empereur, notre chef d'EMG. Sprecher-von Bernegg déclara que « la Suisse ne tolérerait aucune violation de son territoire, d'où qu'elle vienne, et qu'elle s'y opposerait de toutes ses forces ». Sur quoi Moltke remarqua : « Je crains qu'ils (les Français) ne vous laissent tranquilles (« tun Ihnen nichts »).»

Par l'impression laissée sur les grands chefs des nations voisines, notre armée — on ne saurait trop le souligner — a rempli son but : sauvegarder le pays.

(A suivre)

Colonel E. LÉDERREY

Documentation :

MARMIER, capitaine : *Le front sud des frontières de la Suisse* (Paris 1886) ;

WEBER, colonel EMG : *La Suisse. Son importance stratégique* (Paris 1898) ;

KUNTZ, capitaine : *La psychologie du GQG italien sous le général Cadorna*, paru dans *Les Archives de la grande guerre et de l'histoire contemporaine* (Paris, 1922) ;

ZU DER LUTH, Rudolf, lt.-colonel : *Die Schweiz. Ihre militärische Lage* (Berlin, 1925) ;

Histoire militaire de la Suisse, publiée sur l'ordre du chef de l'EMG, le commandant de corps Sprecher von Bernegg (Berne, 1915-1935) ;

KURZ, H. R., capitaine : *Die operative Bedeutung der Schweiz in der Geschichte ihre Neutralität*, articles parus dans *l'Allgemeine Schweizerische Militär-Zeitschrift* (Frauenfeld, 1952-1953).

Le développement des ponts militaires dans l'armée suisse (*fin*)

DE 1950 à 1958

Le développement de la technique au cours de la deuxième guerre mondiale a fait surgir de nouveaux problèmes qui touchent tout le domaine du pontage de guerre. Il convenait surtout, en vue d'opérations rapides, de faire franchir les obstacles à des véhicules de 50 t et plus. Pour être adapté